



Les DROITS DES FEMMES en France, où en sommes-nous ?



EGALITE PROFESSIONNELLE


1972- 2006 : Lois sur l'égalité salariale Femmes/Hommes
– « à travail de valeur égale, salaire égal »

 Encore **9% d'écart de salaire injustifiés** entre les femmes et les hommes (16% postes de cadre)

 2020 : Mise en place d'un index de l'égalité salariale Femmes-Hommes en entreprises (contrôles et pénalités)

2011 : Loi (Copé-Zimmermann) sur la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administrations et de surveillance et à l'égalité professionnelle – 2020 : Obligation de parité pour les entreprises de + 250 salariés

 Mais les femmes sont toujours fortement sous-représentées dans les comités exécutifs et de direction


 2020 : Les femmes représentent en moyenne 40% des membres des Conseils d'Administration et de Surveillance des grandes entreprises


Le Haut Conseil à l'Égalité appelle à « poursuivre cette dynamique des quotas au sein des comités exécutifs et de direction : 20% dans 3 ans et 40% dans 6 ans ».



EGALITE DANS LE DOMAINE POLITIQUE

2003 : Règle de l'alternance des candidats de chaque sexe sur les listes présentées aux élections (Conseils régionaux et Parlement Européen) - 2007 : Loi sur la parité dans les listes des mandats municipaux - 2008 : Loi qui favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives.

 Si les lois sur la parité ont permis d'améliorer la place des femmes en politique, celles-ci restent encore exclues des fonctions à haute(s) responsabilité(s) (à peine 20% des femmes sont élues maire en 2020, seules 4 femmes sont présidentes de région)

 Souhait du gouvernement Macron de multiplier les pénalités infligées aux partis politiques ne respectant pas la parité.



DROIT A DISPOSER DE SON CORPS - CONTRACEPTION – IVG - PMA

08/03/2021



2013 : 100% gratuité des contraceptifs médicaux pour les mineures de plus de 15 ans

2014 : Possibilité donnée aux infirmiers scolaires de délivrer la contraception d'urgence

2020 : Gratuité de la contraception aux filles de moins de 15 ans



Mise à disposition d'un nouvel outil d'information pour mieux choisir sa méthode de contraception

2014 : Possibilité donnée aux sages-femmes de pratiquer une interruption volontaire de grossesse médicamenteuse

2015 : Programme national d'action pour améliorer l'accès à l'IVG

2016 : Suppression du délai minimal de réflexion d'une semaine pour l'IVG – Possibilités données aux centres de santé de pratiquer des IVG instrumentales

2017 : Instauration du délit d'entrave à l'IVG aux nouvelles pratiques virtuelles



L'accès à l'IVG est « un parcours semé d'embûches » (rapport sur l'IVG des députées MN. Battistel et C. Muschotti – sept 2020). On estime que 3 à 4000 femmes avortent chaque année à l'étranger suite notamment au manque de médecins



2019 : Projet de loi qui élargit l'accès de la PMA aux couples de femmes et aux femmes célibataires

Mmes Battistel et Muschotti formulent 25 recommandations avec l'objectif de faire de l'avortement « un droit effectif dans notre pays » (dont allongement du délai de recours de 12 à 14 semaines, suppression de la clause de conscience générale, ouvrir la pratique des IVG chirurgicales aux sages-femmes, obligation pour chaque hôpital public de disposer d'un service orthogénie...)

VIOLENCES ET AGRESSIONS

SEXISTES & SEXUELLES




2012 Promulgation de la loi sur le harcèlement sexuel (nouvelle définition du HS, établissement de circonstances aggravantes)


2014 Ratification de la Convention d'Istanbul (lutte contre les violences faites aux femmes) –

2015 Stop au harcèlement sexiste et aux violences

2018 Loi renforçant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles : délai de prescription des crimes sexuels sur mineurs à 30ans, renforcement des dispositions pour réprimer les infractions sexuelles sur mineurs, création d'une infraction d'outrage sexiste (harcèlement dit de rue), définition du harcèlement en ligne

2018-2020 Loi sur harcèlement sexuel au travail (précisions, rédefinition, sanctions)

 Plus d'1 femme sur 3 a déjà été harcelée ou agressée sur son lieu de travail. Les violences et le harcèlement au travail sont également un véritable fléau. Et lorsqu'elles ont le courage de dénoncer ces violences, dans près de la moitié des cas, la situation se règle en défaveur des victimes par une mobilité forcée voire un licenciement. Une situation inadmissible !


 Tout employeur est soumis à une obligation de prévention et d'action en matière de lutte contre les agissements sexistes et harcèlement sexuel. Obligation dans les entreprises (+250 salariés) d'un référent « lutte contre les violences sexistes et sexuelles ».

(service-public.fr/particuliers/vosdroits -- carefrance.org)

AUTRES CONSTATS

08/03/2021


2005 : Transmission du nom de la mère aux enfants possible

2017 : Modification loi sur divorce par consentement mutuel (plus d'obligation du JAF) 

Projet de loi sur réforme de procédure du divorce contentieux
Projet de loi sur l'émancipation économique des femmes :
Encourager les banques à soutenir les créatrices d'entreprises
Imaginer un système de quotas dans les entreprises pour plus de parité
Faciliter la reprise d'activité des femmes, notamment après une période dédiée à la maternité
Améliorer la place des femmes dans les métiers d'avenir

2016 : CSA a pour mission de veiller à une meilleure représentation des femmes dans les médias (animation, journalisme, expertises ...)

2017 : Loi confie au CSA une mission de veille au respect de l'image des femmes dans les publicités

 2019/2020 : sous représentation des femmes dans les médias persiste (postes d'expertises, à responsabilité, temps de paroles)

(csa.fr/Informer/Toutes-les-actualites/Actualites/Presence-des-femmes-dans-les-medias-audiovisuels)

(gouvernement.fr/emancipation-economique-des-femmes-un-projet-de-loi-ne-au-g7)